

De nombreux employeurs canadiens pensent qu'il n'y a pas vraiment de chômage au Canada. Selon eux, de nombreux Canadiens n'ont tout simplement plus rien qui les incite au travail; je ne repousse pas ces vues de prime abord car elles sont fondées sur l'expérience. Nous devrions étudier sérieusement ce qui arrive aux stimulants dans notre pays. Je doute que la sorte de tripotage que le ministre propose avec la Commission d'assurance-chômage soit d'une grande utilité. Je n'y vois rien qui puisse accroître les encouragements. Mais en admettant que certains Canadiens ne veuillent pas travailler, je dis qu'il est beaucoup trop simpliste et absolument faux—à vrai dire, on ne peut plus faux—de prétendre que le chômage actuel, à un taux équivalent, soit acceptable dans notre pays.

Autant de chômage mènera à l'agitation sociale, et il n'est ni efficace ni acceptable comme remède à l'inflation. Considérez combien il ajoutera à l'injustice sociale. Autant de chômage et les conditions et l'atmosphère qu'il crée font baisser sensiblement les taux de rémunération de bien des Canadiens qui n'appartiennent pas aux grands syndicats. Ils influent probablement peu sur les taux de rémunération de ceux qui appartiennent aux grands syndicats et peuvent obtenir des emplois, mais ils créent certainement des pressions pour l'avenir même pour eux, quand ils réussissent à rattraper les pertes subies au cours du ralentissement et du chômage.

Nous devrions reconnaître les plaintes légitimes des employeurs, mais nous ne pouvons certainement pas considérer un ralentissement ou le chômage comme un remède à l'inflation. Pourtant, ce sont les seuls programmes anti-inflationnistes à l'œuvre au Canada aujourd'hui. C'est ce sur quoi le gouvernement compte, et rien de plus, pour faire baisser le taux d'inflation dans notre pays. C'est la seule façon d'expliquer ce budget. Le gouvernement et certains pontifes disent qu'il n'y a pas de remède simple et facile à l'inflation, et bien sûr qu'ils ont raison, mais qui dit qu'il y a un remède simple à l'inflation? Je ne le dis pas, et je ne l'ai jamais dit, mais j'aimerais que le gouvernement du Canada et ces pontifes, qui n'arrêtent pas de dire qu'il n'y a pas de remède simple à l'inflation, reconnaissent qu'en le disant, ils n'ont pas résolu le problème.

Et il y a un problème. Nous devons trouver moyen de ramener l'inflation à un bas niveau. Nous devons trouver moyen d'assurer la stabilité et des conditions d'emploi satisfaisantes. Le gouvernement et le pays pourraient-ils souhaiter un moment plus propice que maintenant pour affronter carrément ce problème? Il n'y aura probablement pas d'élections générales avant encore trois ans.

Une voix: Quelle tragédie!

M. Stanfield: Après avoir fait tout ce brouhaha voilà un an à propos de l'importance du leadership, pourquoi nous a-t-on berné avec cette question de consensus et de restrictions? Si nous voulons obtenir des conditions raisonnables au niveau des prix et de l'emploi, il faut imposer des restrictions obligatoires, et je le dis délibérément. Pourquoi le gouvernement et ses défenseurs prétendent-ils autre chose?

Depuis des années, les restrictions obligatoires faisaient partie de la politique monétaire qui, elle, était liée à l'or. Le taux de chômage était tellement élevé après la Première Guerre mondiale que la politique économique visait avant tout le plein emploi. Aujourd'hui, certains économistes sont convaincus qu'une politique monétaire constitue la seule arme efficace contre l'inflation et ils acceptent le chômage que cela entraînerait. Parfois, ils prétendent que

Le budget—M. Stanfield

le taux de chômage ne serait pas très élevé. D'autres économistes et d'autres observateurs affirment qu'une politique monétaire est une méthode trop brutale et trop cruelle en soi pour lutter contre l'inflation, bien qu'une politique monétaire raisonnable et modérée soit bien sûr une partie essentielle de tout programme économique sérieux.

● (1610)

Mais si nous ne sommes pas prêts à nous servir d'une politique monétaire pour imposer la modération aux divers secteurs de l'économie, nous devons trouver autre chose. Comme je l'ai déjà dit, il faut des politiques monétaires et fiscales raisonnables si nous voulons éviter les alternances de surchauffe et de ralentissement dont nous avons été témoins jusqu'ici. Il faut autre chose. De fait, le ministre des Finances lui-même semble reconnaître qu'il faut autre chose. Il dit avoir cherché à obtenir un consensus volontaire. Sauf tout le respect que je lui dois, j'affirme que c'était une proposition ridicule, mais cela montre qu'il reconnaît l'insuffisance des méthodes traditionnelles.

Monsieur l'Orateur, je ne préconise pas le genre de contrôle général des prix et des salaires que, il y a un an, je voulais qu'on impose pour un an et demi ou deux ans. Je suis encore convaincu qu'il aurait été approprié d'imposer ces contrôles à cette époque; je pense que si le gouvernement l'avait fait, la crise actuelle serait bien moins grave. A mon avis, les contrôles de ce genre ne constituent pas une solution permanente au problème de l'inflation, et c'est ce que j'ai dit à l'époque.

Aujourd'hui, monsieur l'Orateur, il serait presque impossible pour le gouvernement d'essayer de persuader les Canadiens d'accepter un programme semblable même pour une période assez courte parce qu'il s'est efforcé pendant plus d'un an de persuader les Canadiens que cela ne donnerait rien. Quand le ministre des Finances a déclaré lundi soir que, dans la conjoncture actuelle, il serait plus approprié d'imposer des contrôles obligatoires, mais que le gouvernement ne le ferait pas parce que le public s'y opposerait, il a fait preuve d'un sens de l'humour plus poussé que je ne lui croyais.

Des contrôles obligatoires sur tous les prix et sur tous les revenus manquent de souplesse, ce qui fait une solution inacceptable, à long terme. Ils encarcant trop étroitement l'économie. Il nous faut trouver des restrictions obligatoires qui permettent à l'économie de s'adapter aux conditions changeantes, qui laisse le particulier avancer et prospérer, et les sociétés réaliser des bénéfices, mais non en abusant de certaines situations. Ce régime doit permettre aux entreprises de récolter des bénéfices. Les contrôles monétaires traditionnels imposaient des restrictions qui satisfaisaient à ces exigences. Ces contrôles traditionnels, monétaires surtout, liés à la valeur de l'or, maîtrisaient l'inflation tout en permettant à l'économie de s'adapter aux changements. De tels contrôles laissaient de la latitude aux particuliers, permettaient aux sociétés compétentes et désireuses de progresser de réaliser des bénéfices, ce qu'ils ne pouvaient assurer à celles qui manquaient d'efficacité. Bien que les contrôles monétaires traditionnels aient fait leur preuve, on les considère généralement comme peu satisfaisants et inacceptables sur le plan social. Nous avons donc besoin d'un programme supplémentaire.